

Le matérialisme historique en géographie : note liminaire

Rodolphe De Koninck

Volume 22, numéro 56, 1978

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021388ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021388ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

De Koninck, R. (1978). Le matérialisme historique en géographie : note liminaire. *Cahiers de géographie du Québec*, 22(56), 117–122.
<https://doi.org/10.7202/021388ar>

NOTE LIMINAIRE

LE MATÉRIALISME HISTORIQUE EN GÉOGRAPHIE

par

Rodolphe DE KONINCK

Département de Géographie, Université Laval, Québec, G1K 7P4

«... les catégories de l'ordre établi. Et il est vrai que seule l'écoute de ce qui est diminué ou exclu par cet ordre permet de prendre la distance indispensable à l'analyse».

Alain Touraine, 1977.

L'utilisation de concepts issus du matérialisme historique, cette théorie de l'histoire, apparaît comme relativement récente et encore peu répandue en géographie, surtout lorsqu'on compare cette discipline à d'autres qui lui sont apparentées telles l'histoire, la sociologie, l'économie. D'après certains, tel Claval (1977), l'explication de ce retard, disons plutôt de cette singularité, résiderait dans l'indigence de la dimension spatiale dans la théorie que Marx a formulée de l'histoire, plus précisément de la façon dont les hommes la font cette histoire. Pourtant, une consultation un tant soit peu approfondie des concepts de base de la théorie marxiste ou du marxisme (i.e. du matérialisme historique *et* de la philosophie qui en résulte, le matérialisme dialectique) suggère leur grande puissance pour l'analyse et la compréhension de la répartition dans l'espace des conditions et des conséquences de cette fabrication de l'histoire, fabrication qui s'effectue sur terre. C'est en tout cas ce qu'ont contribué à montrer plusieurs auteurs comme Harvey (1973), Peet (1977), Scheibling (1977), le collectif de chercheurs de Bordeaux (1977) et Saey (1978), qu'illustrent plusieurs articles parus dans des revues tels *Antipode*, *Espaces et Sociétés*, *Hérodote* et qu'illustrent enfin les textes rassemblés ici autour du thème même du matérialisme historique.

Une chose apparaît certaine, cette imperméabilité dont la *discipline* géographique a longtemps fait preuve devant l'*analyse* marxiste¹ — qu'il ne faut pas confondre avec la pensée marxiste comme l'a récemment rappelé Raffestin (1978, p. 95) — cette «résistance» en quelque sorte, ne peut être attribuée au manque d'universalité du marxisme. C'est bien plutôt d'une particularité de la géographie qu'il s'agit, à savoir ce profond idéalisme dans lequel elle a été enfermée et dans lequel plusieurs veulent encore la maintenir. Quoi de plus efficace, pour assurer sa docilité, que d'en faire un disciple de cette conception idéaliste de l'histoire que Marx a combattue. Quoi de plus efficace, pour éviter que la géographie contribue à l'analyse et à la solution des inégalités dans la société et dans l'espace, que d'en faire un artisan et un associé à part entière du contrôle spatial des hommes assuré par le pouvoir d'État, au service du Capital. L'opération est d'autant plus subtile qu'elle implique une discipline pratique, terre à terre, *terrestre*.

C'est ce mécanisme qui est analysé dans le premier texte présenté ici où l'auteur (De Koninck) en est amené à suggérer la nécessité révolutionnaire du recours aux concepts matérialistes. Cet appel résulte d'un rejet de l'idéalisme philosophique sur lequel tant de géographes s'appuient, au moins implicitement, pour considérer la croissance économique inégale comme inéluctable pour considérer l'accumulation privative comme loi suprême de l'organisation et du développement des sociétés. Est proposée ici au contraire une géographie critique des rapports de production, une géographie qui reconnaisse les fondements d'abord matériels de ces rapports et de la lutte des classes; qui reconnaisse, donc, les conditions et conséquences qui leur sont liées au niveau des formes et des structures spatiales que la géographie, précisément, étudie. D'où la nécessité de faire appel à des concepts tels celui de mode de production et à reconnaître le pouvoir d'État comme agent clé de son étalement spatial dans les sociétés de classes.

Dans le deuxième article, Peet insiste précisément sur l'importance des concepts de mode de production et de formation sociale qu'il s'attache à définir. Sa définition de formation sociale est d'ailleurs complétée dans l'article suivant par Villeneuve qui souligne qu'une formation sociale est en quelque sorte le lieu de la combinaison de plusieurs modes de production dont l'un est dominant. Peet affirme d'emblée qu'il existe une géographie marxiste qui fait partie de la science marxiste, la structure de celle-ci reproduisant la structure même de son objet qu'est la société. Cette notion de *géographie marxiste* (que De Koninck a refusée dans le premier texte), l'auteur la développe en définissant la discipline comme étant l'étude de la dialectique entre d'une part les relations environnementales (naturelles et spatiales) et d'autre part les formations sociales. Tout en se demandant jusqu'à quel point l'espace est une structure séparée qui posséderait ses propres lois de transformation interne, il souligne à la suite de Castells (1973), que l'élément production est à la base de l'organisation de l'espace. Peet aborde ainsi les questions du transfert de valeur dans l'espace et du développement inégal qui en résulte. Il en conclut que la géographie marxiste devient alors l'étude du développement inégal des *contradictions* dans l'espace et des relations à travers l'espace entre des contradictions se développant inégalement. Suite à cette interprétation, qui est illustrée graphiquement, il tient à souligner combien l'internationalisation de la production à l'échelle planétaire est la réponse spatiale aux contradictions, y compris environnementales, qui se sont développées plus rapidement dans les pays industriels. En terminant, Peet insiste sur l'ampleur et des contradictions environnementales liées au mode de production capitaliste et de la manipulation idéologique qui en résulte.

Dans le troisième article, Villeneuve accorde aussi beaucoup d'attention aux liens qui existent entre l'échange inégal et les disparités régionales. Il établit une distinction importante entre les divers formes et rythmes d'échange inégal qui peuvent s'opérer entre des régions ou pays différents. Comme Peet, il se réfère aux mécanismes qui résultent de la tendance à la péréquation des taux de profit, et suivant lesquels un net transfert de valeur se produit vers les pays ou régions plus avancées. Cependant, tout en illustrant son analyse d'exemples spécifiques de transferts entre régions, exemples pris en Amérique du Nord, il fait clairement ressortir l'importance des classes sociales impliquées dans ces transferts. Cela lui permet de suggérer une interprétation des disparités qui existent entre le Québec et l'Ontario, de formuler une critique des contradictions et des limites (y compris écologiques) de l'accumulation du capital et de remettre en question les formes de planification centralisée sur lesquelles s'appuie cette accumulation.

L'article de Klein illustre lui aussi l'importance qui doit être accordée par les géographes à l'analyse des *mécanismes* qui engendrent les inégalités régionales. L'auteur part de la notion suivante laquelle l'espace est un produit social et suivant laquelle, en conséquence, il existe des rapports entre le mode de production et l'espace. Il cherchera lui-même à montrer le caractère spécifique de ces rap-

ports dans le mode de production capitaliste. Il relève combien les formes fondamentales de la division spatiale du travail évoluent avec le développement du capitalisme dans son passage à travers les stades concurrentiel (ville/campagne), monopoliste classique (régions industrielles/régions agricoles) et monopolistes d'État (zone de contrôle et commande/zones d'exécution). À ce dernier stade, comme l'a également montré Lojkine (1977), la division spatiale du travail a entraîné des zones de production de plus-value, des zones d'accumulation du capital, des zones de contrôle économique et politique. Pour sa part Klein suggère que les raisons des inégalités spatiales au niveau inter-régional résident dans les différences de composition organique du capital ou dans la spécialisation des régions et des sous-régions dans des branches industrielles dont la composition organique du capital est différente. Plus précise encore, son hypothèse centrale est que les inégalités régionales sont l'expression spatiale du processus par lequel les branches de l'industrie qui ont une composition organique faible transfèrent de la valeur aux branches à composition organique forte. Cette hypothèse qui s'apparente à celle d'Amin (1973) concernant le développement inégal à l'échelle mondiale, il la développe à l'endroit de la région administrative de Québec, tout en soulignant que dans ce cas contrairement à l'échelle planétaire, le taux d'exploitation est plus fort au centre qu'en périphérie.

La cinquième étude, celle de Bernier, s'attache à l'analyse de l'espace par excellence du capitalisme, à savoir la ville. Cette étude illustre que si ce sont surtout dans les études urbaines que le marxisme a prouvé sa puissance d'analyse, c'est pour une raison bien simple. Marx a conçu un outil d'analyse du mode de production capitaliste, lequel est avant tout urbain. Bernier le démontre dans un texte d'une grande valeur pédagogique où sont clarifiées non seulement plusieurs notions propres au marxisme mais aussi plusieurs phénomènes urbains que la géographie traditionnelle est souvent inapte à expliquer. L'auteur voit d'abord la ville comme concentration de force de travail et des moyens de production et du capital argent. Donc, après avoir souligné combien la ville capitaliste résulte de la nécessité de la concentration à *des fins d'accumulation efficace*, l'auteur en aborde les conséquences et caractéristiques principales. Il montre combien le centre-ville, même s'il est de moins en moins industriel, est toujours sous la très forte emprise de la bourgeoisie qui s'en sert un peu comme d'une salle d'état-major, un «operations room», le cas de Québec l'illustrant avec éloquence. Bernier en profite non seulement pour souligner combien c'est le capital financier (résultat de la fusion du capital industriel et du capital bancaire) qui domine dans la société capitaliste actuelle et qui contrôle les centres-villes mais aussi pour expliquer les mécanismes inflationnistes de la spéculation foncière pratiquée par les compagnies qui gèlent des terrains, ce qui leur permet d'emprunter plus, tout cela avec l'appui actif des pouvoirs municipaux. De tels pouvoirs font partie de ceux de l'État qui joue un rôle crucial dans la ville, non seulement en tant qu'utilisateur majeur du sol urbain mais par ses règlements de zonage qui entrent dans ses fonctions de gestionnaire de la reproduction de la force de travail. Cette fonction, l'État l'exerce en particulier dans les domaines du logement, du transport, de l'éducation et de la santé. La municipalisation du sol, lorsqu'elle devient nécessaire illustre également ce rôle de plus en plus indispensable que l'État doit jouer pour assurer la reproduction et l'accumulation privative du capital lorsque les faux frais de l'inflation foncière affectent trop celui-ci. Ainsi l'État est associé à la «planification» des quartiers populaires et des quartiers ethniques qui ont leurs propres genèses, fonctions et mécanismes. Bernier dégage enfin les grandes lignes de l'opposition entre la ville et la campagne, aujourd'hui sous le signe de la domination qu'exerce l'industrie sur l'agriculture et dont résulte l'endettement systématique des paysans.

Les conditions spécifiques d'une telle intégration des espaces ruraux au mode de production capitaliste sont particulièrement bien analysées dans le sixième article où Bruneau retrace minutieusement les transformations de l'organisation de

l'espace dans le Nord de la Thaïlande de 1850 à 1977. Ce texte illustre combien peut être fécond le concept de mode de production dans l'analyse des changements dans les structures spatiales, même à grande échelle (petits espaces). Bruneau montre ici combien le développement de l'économie monétaire, associé à des changements dans les rapports sociaux et à l'évolution de la structure des classes sociales a entraîné des changements dans les formes même d'occupation et d'utilisation du territoire. La pénétration du mode de production capitaliste, tout en dominant et en détruisant de plus en plus le mode de production asiatique au sein de la formation sociale thaïlandaise, a été accompagnée d'une réorganisation de l'espace. L'espace rural s'est vu en quelque sorte dépouillé par la destruction de l'artisanat local liée à l'importation de textiles. Ce phénomène classique de l'intégration des espaces pré-capitalistes sous l'impact du capitalisme marchand, est un corrolaire de la différenciation grandissante entre les campagnes et les villes, les plus grandes parmi celles-ci croissant plus vite que les plus petites. Pour bien saisir les mécanismes de la division sociale du travail, de la division et de la spécialisation spatiales — de la spatialité différentielle comme dirait Lacoste (1976) — comme de la dépendance qui en résulte, il est nécessaire de procéder à des analyses historiques concrètes à un niveau régional. En appliquant son analyse à un espace «paysan», Bruneau rejoint un souhait formulé par plusieurs auteurs, dans un livre récent édité par Bataillon (1977).

Le septième article, celui de Forcier, traite également d'un problème d'intégration d'une paysannerie sud-est asiatique. S'agissant de la paysannerie khmère, cette étude s'avère d'une grande importance dans le contexte historique actuel. À l'aide des concepts de contradiction fondamentale et de contradiction secondaire, l'auteur fournit une explication originale du processus révolutionnaire qui a amené les khmers rouges au pouvoir en avril 1975. Il démontre comment à la contradiction principale, celle qui existait entre la ville marchande de Phnom Penh et la campagne rizicole, était venue s'ajouter une contradiction secondaire, celle de l'opposition entre une croissance marquée de la population et une stagnation de la production agricole. La poudrière qui en résulta (sous-alimentation, sous-emploi, migrations urbaines) fut de plus en plus secouée par les erreurs de planification auxquelles furent poussés les gouvernements du Cambodge. En subissant les pressions des Vietnamiens qui refusaient de plus en plus d'ouvrir le Mékong aux Cambodgiens, le gouvernement fut contraint d'investir dans le développement de la route menant de Phnom-Penh à Sihanoukville plutôt que dans le secteur agricole, où les conditions ne firent que se détériorer et mener à la révolution. Dans un texte où l'on retrouve plusieurs éclaircissements sur la position particulière du Cambodge, coincé entre les deux «géants» que sont le Vietnam et la Thaïlande, Forcier présente donc une analyse originale des conditions explosives auxquelles peuvent être acculées les paysanneries du Tiers-Monde.

Dans la première note, Raffestin procède à une analyse fine et originale où il rend compte de la place qu'occupe le langage dans la reproduction sociale. Après avoir reconnu quatre types de langage (vernaculaire, véhiculaire, référentiel et mythique) il souligne que le langage est un travail humain dont les langues sont l'objectivation nécessaire et reconnaît l'existence de bases spatio-temporelles aux échanges linguistiques. Il montre ainsi comment, alors que *l'opposition* ville-campagne devient la *domination* de la ville sur la campagne, s'exerce également la domination de la langue de la ville qui devient le langage *véhiculaire* indispensable pour le paysan. Les transferts de valeur qui en résultent, dans ce cas-ci de la campagne vers la ville, Raffestin les voit opérer à une autre échelle comme il le montre en étudiant le cas de la Suisse alémanique et celui du Québec où l'anglais réalise une plus-value.

Cette question de la relation ville-campagne est reprise dans une autre note où De Koninck évoque son importance sur le plan politique. Il y est souligné combien sont étroits les liens entre l'histoire de la division du travail et l'histoire de

cette forme à la fois *concrète* et *symbolique* qu'elle revêt dans l'opposition ville-campagne. L'auteur développe ainsi l'idée suivant laquelle cette opposition nuit à l'alliance ouvriers-paysans, indispensable au projet révolutionnaire, et qu'ainsi elle rencontre un souhait de la bourgeoisie, qui est de diviser les classes qu'elle exploite comme l'avait évoqué Bernier dans son étude sur la ville. Bien que la nécessité d'abolir ces oppositions soit reconnue dans la littérature marxiste, les implications politiques stratégiques au niveau spatial sont loin d'être simples comme en témoigne l'histoire des révolutions socialistes. Une chose est certaine, la *libre* alliance ville-campagne ne peut se faire sans la *libre* alliance ouvrier-paysan, ou si l'on préfère, la *libre* alliance des classes antagonistes au capital est indispensable à la véritable révolution socialiste.

Dans la troisième note, Bradbury procède à une analyse critique d'un recueil de textes, ce qui est l'occasion pour lui de souligner le rôle de l'État dans l'accumulation au Canada, à plusieurs échelles, notamment en Alberta et au Québec. Il souligne que l'État n'est pas simplement une « chose » mais bel et bien un ensemble de relations au service d'un projet. À cette fin sont mentionnés les liens étroits qui existent entre la gestion corporative et la bureaucratie d'État; ce qui ne veut pas dire que certaines de ces grandes compagnies ne conservent pas d'autonomie, le contraire étant bien illustré par l'INCO ou par l'attitude de d'autres compagnies à l'égard du gouvernement québécois d'après novembre 1976. Bradbury souligne en particulier l'intérêt qu'il y a pour le géographe à étudier le rôle de l'État dans la *localisation* du capital dans un endroit ou dans un secteur donné non pas en fonction de vagues considérations de welfare, mais bien d'abord en fonction des exigences du capital lui-même, c'est-à-dire la plus-value, les intérêts, les profits et le contrôle des revendications sociales.

Quant aux deux dernières petites notes, elles témoignent du cheminement et des travaux de deux associations de géographes, l'une internationale, l'autre locale. Ces groupes ont en commun d'encourager et de pratiquer une géographie qui s'oppose aux intérêts du capital et des classes qui lui sont associées et qui prône ceux des classes qui sont en lutte contre ce capital. C'est la rigueur tout autant que la pluralité des démarches qui permettent la poursuite de tels objectifs qui sont quelque peu illustrés dans la dizaine d'études rassemblées ici autour du thème de la géographie « matérialiste ». On doit souhaiter que cette conjonction de rigueur et de pluralité continuent à la caractériser et à ainsi assurer son intérêt et la validité de sa contribution à la société.

NOTES

1. L'absence de référence ici à la géographie soviétique est intentionnelle. Elle s'explique par le fait que je considère que cette géographie prolifique, tout comme le « marxisme soviétique », n'a plus grand chose à voir avec le projet d'émancipation qui sous-tend l'oeuvre de Marx. Le fait indiscutable que la géographie soviétique s'apparente de plus en plus étroitement à la « nouvelle » géographie américaine est révélateur d'un processus que j'essaierai d'analyser dans un texte ultérieur.

BIBLIOGRAPHIE

- AMIN, Samir (1973) *Le développement inégal*. Paris, Editions de Minuit, 365 p.
Antipode. A Radical Journal of Geography. Revue trimestrielle publiée depuis 1969.
 BATAILLON, Claude (éd.) (1977) *État, pouvoir et espace dans le Tiers-Monde*. Paris, Presses Universitaires de France, 288 p.
 CASTELLS, Manuel (1975) *La question urbaine*. Paris, Maspero, 529 p.
 CLAVAL, Paul (1977) Le Marxisme et l'Espace. *L'espace géographique*, 6(3): 145-164.
 COLLECTIF DE CHERCHEURS DE BORDEAUX (1977) À propos de l'article de P. Claval « Le Marxisme et l'Espace » *L'espace géographique*. 6(3): 165-177.
Espaces et Sociétés. Revue critique internationale de l'aménagement, de l'architecture et de l'urbanisation. Revue trimestrielle publiée depuis 1972.

- HARVEY, David (1973) *Social Justice and the City*. Londres, Edward Arnold, 336 p.
Hérodote. Stratégies, géographies, idéologies. Revue trimestrielle publiée depuis 1976.
- LACOSTE, Yves (1976) *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*. Paris, Maspero, 190 p.
- LIPIETZ, Alain (1977) *Le capital et son espace*. Paris, Maspero, 167 p.
- LOJKINE, Jean (1977) *Le marxisme, l'État et la question urbaine*. Paris, Presses Universitaires de France, 362 p.
- PEET, Richard (ed.) (1977) *Radical Geography*. Chicago, Maaroufa Press, 387 p.
- RAFFESTIN, Claude (1978) Du paysage à l'espace. *Hérodote*, (9): 90-104.
- SAEY, Pietr (1978) Marx and the Students of Space. *L'espace géographique*, 7(1): 15-25.
- SCHEIBLING, Jacques (1977) Débats et combats sur la crise de la géographie. *La Pensée*, 194: 41-56.
- TOURNAINE, Alain (1977) *Un désir d'Histoire*. Paris, Stock, 276 p.